



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille seize le 25 octobre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 19 octobre 2016, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme HOLGADO, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir :

M. GEDON à Mme SARRAUTE, M. CAVALEIRO à Mme QUERAL, M. GABARD à M. CARREAU, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme LANDAIS à M. BODIN

Etaient excusés :

Mme DUBOURG, M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme HOLGADO est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

1 – MISE EN CONFORMITE DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BLAYE

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, renforce l'intégration des communautés de communes en leur attribuant de nouvelles compétences obligatoires et en étendant, d'autre part la liste de leurs compétences optionnelles.

Son article 68 prévoit que les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale existant à la date de publication de la loi doivent se mettre en conformité avant le 01 Janvier 2017 avec les nouvelles dispositions de l'article L 5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales. Cet article porte sur les compétences exercées de plein droit au lieu et place des communes membres. A défaut, les Communautés de Communes exerceront l'ensemble des compétences obligatoires et optionnelles prévues par cet article.

En conséquence, les compétences transférées à la Communauté de Communes de Blaye seraient :

- Compétences obligatoires
 - Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale.
 - Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont création d'offices de tourisme ;
 - Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
 - Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
- Compétences optionnelles
 - Protection et mise en valeur de l'environnement
 - Politique du logement et du cadre de vie

- Création, Aménagement et entretien de la voirie
- Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire
- Action sociale d'intérêt communautaire
- Assainissement
- Compétences Facultatives (supplémentaires)
 - Aménagement numérique du territoire
 - Animations Economiques
 - Assainissement non collectif : contrôle, réhabilitation, entretien

Cette modification statutaire est subordonnée à l'accord des conseils municipaux.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la modification des statuts de la communauté de communes de Blaye
- d'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches relatives à cette modification statutaire.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 27/10/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20161025-40049-AU-1-1

Pour le Maire empêché
Monsieur Francis RIMARK

